



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS
Novillars

8 avril 2024

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Les Palestiniens ont besoin d'autre chose que des protestations hypocrites des Biden et des Macron

300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible.

Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne – snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.

Biden-Macron complices de six mois de massacre

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis du Premier ministre israélien, Netanyahu. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent jour après jour.

Cela fait six mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et, dans les faits, soutiennent l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et les Macron sont complices.

L'ordre impérialiste contre les peuples

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 membres de la minorité tutsi par le gouvernement hutu au Rwanda il y a trente ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des armes à Israël et de s'en prendre au gouvernement israélien coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Mais ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

Manifester notre solidarité

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et sur le soutien des manifestations populaires dans le monde. Samedi 6 avril, 100 000 manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Netanyahu. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation du gouvernement israélien d'extrême droite.

Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires encore ces derniers jours, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.

Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !

Réunion publique à Besançon

le 2 mai 2024 à 20 heures au Kursaal (salle Proudhon), 2 place du Théâtre

Avec la tête de liste du NPA pour les élections européennes :

Selma Labib, conductrice de bus

Pour le mieux dans le meilleur des mondes

À lire *l'Est républicain* du 28 mars, tout semble aller mieux pour la psychiatrie grâce au nouveau contrat territorial de santé mentale. Les zones rurales seraient mieux desservies. On nous assure que les patients peuvent avoir désormais accès aux soins de façon assez rapide. Ce n'est pourtant pas ce que l'on vit tous les jours. Des mois d'attente pour les CMP et encore plus pour les services enfants. Des patients qui attendent une hospitalisation pendant des semaines. Et surtout des lits fermés et des équipes réduites à peau de chagrin. Il y a une sacrée différence entre les discours des responsables de l'hôpital et la réalité du terrain.

Des relations à L'Est républicain ?

Visiblement ils doivent avoir des enfiles à *l'Est républicain*. Après notre chargée de communication qui vante les mérites de Novillars et les nombreux progrès soi-disant réalisés dans la prise en charge des patients, c'est au tour de l'ARS de se payer une pleine page du quotidien pour y vanter son travail. On y apprend que tout est mis en place pour combattre... le moustique tigre. Bien vu : c'est sans doute lui qui est responsable des attentes au Samu, des délais de prise en charge et des suppressions de postes à la MAS.

La priorité à la sécurité !

Les patients et nos collègues ne peuvent bénéficier de toilettes au gymnase, car c'est trop coûteux ! La priorité serait donnée aux travaux visant la sécurité, selon le directeur. Pourtant, au Colombier, après l'intrusion de plusieurs patients menaçants ces dernières années, l'équipe a fait une lettre pour demander un portail sécurisé. Trop cher selon la direction. La sécurité des agents et des patients ne vaut pas quelques milliers d'euros. Pour la direction, toilettes et sécurité, même combat. On apprécie.

Rwanda : Macron nie toujours

Il y a 30 ans commençait le génocide de la population tutsi par le gouvernement hutu, alors proche allié de la France, qui a fait 800 000 morts. Le 4 avril, Macron a reconnu que la France « aurait pu arrêter le génocide » mais ne l'a pas fait. Trois jours plus tard, il s'est rétracté ! Les autorités et l'armée

françaises, loin de rester passives, avaient en réalité soutenu le gouvernement génocidaire et sont à ce titre également responsables. Car si c'est bien le gouvernement rwandais de l'époque qui a organisé le massacre, c'est avec l'aide et la bénédiction du président socialiste François Mitterrand et de ses ministres de droite du gouvernement Balladur. Une décision de l'impérialisme français mûrement pesée par les dirigeants de l'époque.

Les algues ne remplacent pas les soignants !

Le CHU de Brest vient de communiquer dans les médias sur les menus des repas servis aux patients hospitalisés. Désormais, ceux-ci auront droit à des algues à la place de viande, c'est bio et ça ne coûte pas cher. Sans mettre en cause les qualités nutritives des algues, il est permis de penser que cet hôpital, comme la plupart des autres, aurait surtout besoin de personnel et de lits supplémentaires. La pénurie de personnel aux urgences l'a d'ailleurs contraint récemment à appliquer un « plan blanc » qui consiste à mobiliser les médecins de n'importe quel autre service pour remplir la fonction d'urgentiste. Bien sûr, c'est moins tendance de communiquer sur cette situation catastrophique que sur le bio et les algues !

La déportation des enfants juifs d'Izieu

Le 6 avril 1944, 7 adultes et 44 enfants juifs, âgés de 4 à 17 ans, étaient raflés dans une colonie de vacances d'Izieu. Quarante-huit d'entre eux furent déportés vers Auschwitz-Birkenau, trois fusillés près de Tallin, en Estonie, et une seule adulte reviendra. Klaus Barbie, chef de la Gestapo qui organisa la rafle d'Izieu fut finalement condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Les gouvernants français de l'époque collaborèrent à la déportation de 80 000 Juifs, dont 11 600 de moins de 18 ans. Nombre d'entre eux ont poursuivi leur carrière dans l'après-guerre, comme Maurice Papon, préfet de police responsable du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961, puis ministre de 1978 à 1981.

Résultat de la collecte

La collecte organisée il y a 15 jours pour le bulletin a rassemblé 40 euros. Nous remercions les collègues qui manifestent ainsi leur soutien et nous aident à paraître.

Pour nous joindre : npabesancon@free.fr

Site national : <https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr/>

